



## Y aller ou pas ? La rentrée en désordre des enseignants

C'est Sylvain, professeur de CE1 dans une petite ville provençale, qui « continue à travailler à distance », parce qu'il a « deux personnes à risque dans sa famille ». Et qui est de toute façon « sceptique » quant à l'intérêt de faire classe dans les conditions actuelles. Avec ses collègues, il a rédigé un courrier aux parents de son école pour contrer la communication de sa municipalité - un peu trop enthousiaste à son goût.

La missive, de fait, a de quoi refroidir les ardeurs des plus volontaires. Il y est rappelé que « les enfants iront DANS l'école et non pas À l'école ». Et qu'ils devront être « conditionnés [sic] à des règles strictes et incontournables » rompant avec les « valeurs de l'école (échanges, vivre ensemble, épanouissement...) qu'ils ont connues jusqu'à présent ».

C'est Anne-Claire qui n'a pas voulu rescolariser ses deux enfants et les garde à ses côtés, tout en suivant ses propres élèves à distance : « Le retour à l'école sur la base du volontariat, c'est pour tout le monde. Pourquoi les enseignants, en tant que parents, n'y auraient pas droit ? »

C'est encore cette instit' de maternelle, « tétanisée » par la difficulté de faire appliquer les gestes barrières à sa moyenne section, qui s'est fait mettre en arrêt. Certains de ses collègues comprennent, d'autres moins....

### Droit de conserver leurs enfants auprès d'eux

Depuis le 11 mai, la grande majorité des écoles françaises ont rouvert leurs portes, et, les profs ont donc retrouvé le chemin de leurs classes. Les profs ? « Des » profs, devrait-on dire. Selon les derniers chiffres du ministère en date du 20 mai, seuls 55% des enseignants seraient en effet de retour. Un chiffre très faible, au vu de la mobilisation d'autres agents des services publics – médecins, infirmiers, policiers – et qui étonne d'ailleurs le SNUipp-FSU, premier syndicat de la profession.

« Pour ne pas être en classe, il faut avoir des raisons précises : être vulnérable, vivre avec un parent vulnérable ou bien garder ses enfants. Même si beaucoup de profs font valoir leur droit de conserver leurs enfants auprès d'eux, je ne comprends pas comment on peut arriver à un tel ratio, cela ne correspond pas à ce que nous constatons sur le terrain », dit Francette Popineau, porte-parole de l'organisation.

Au ministère, malgré nos relances, impossible d'obtenir une revue précise des troupes permettant de justifier cette faible proportion. On doit se contenter de supputations. Noter que si 80% des écoles sont désormais ouvertes, toutes les classes, loin de là, ne le sont pas, notamment en maternelle. Si dans certaines communes, on scolarise déjà un élève sur deux, voire deux sur trois à partir de ce lundi, la moyenne nationale est beaucoup plus basse : 25%. Les explications mises en avant diffèrent : bâtiments inadaptés, manque d'employés municipaux pour assurer l'entretien des locaux (leur disponibilité peut varier du simple au double selon la couleur politique de la commune) mais également... pénurie d'enseignants.

La reprise de l'école est en effet loin de faire consensus chez les profs. Il y a un mois encore, la plupart des syndicats affirmaient que « les collègues » n'avaient qu'une hâte : « retrouver leurs élèves » et les interactions humaines qui font toute la beauté du métier. Finalement, non.

Un sondage Harris Interactive réalisé pour le SNU-ipp du 23 avril au 4 mai souligne qu'une nette majorité des enseignants du premier degré aurait préféré continuer le travail à distance et revenir en septembre.

### Question d'honneur

Pour être précis :

- 70% se positionnaient contre une ouverture progressive des écoles à partir du 11 mai ;
- 61% n'estimaient pas important de reprendre la classe avant la fin de l'année. Un chiffre qui

monte à 66% chez les instits de maternelle et chez les moins de 40 ans.

« C'est sûr que ce résultat nous a surpris. Il nous met un peu en porte à faux par rapport à notre base », reconnaît Francette Popineau qui, sans en faire une « question d'honneur » comme Jean-Michel Blanquer, défend un retour en classe avant le 4 juillet et a collaboré avec le cabinet du ministre pour fixer les priorités : enfants de personnels nécessaires à la vie de la nation d'abord, « décrocheurs » et surtout élèves des classes charnières - grande section, CP et CM2 – comme elle le souhaitait.

Pourquoi alors cette réticence, alors que la plupart des enseignants reconnaissent que l'enseignement à distance s'essouffle et amplifie un peu plus les inégalités entre élèves ?

Interrogez les professeurs des écoles, ils n'ont qu'un mot à la bouche : « Protocole sanitaire ». Cette somme de 54 pages censée réguler le fonctionnement de l'école en période de pandémie en effet douché bien des enthousiasmes. Pour de nombreux enseignants, notamment dans les petites classes, les contraintes anxigènes qui y sont détaillées – interdiction de se toucher, de s'échanger des objets ou de les manipuler sans qu'ils aient été désinfectés au préalable – paraissent inconciliables avec les fondamentaux de la pédagogie.

Ainsi de Solène, « vingt ans de métier » qui, sur le blog Merci maîtresse d'Anouk F, une ancienne journaliste devenue instit, a reproduit la lettre qu'elle a envoyée aux parents d'élèves pour expliquer son refus de reprendre la classe :

« Je n'ai pas peur de ce virus, j'ai peur de transmettre la peur à vos enfants en appliquant un protocole qui ne prend à aucun moment en compte le traumatisme qu'il va occasionner ».

## Petits monstres de résilience

A J+10 après la rentrée, ces craintes semblent toutefois de moins en moins fondées. Force est de constater en effet que les enfants, ces petits monstres de résilience, ne montrent aucune signe – apparent – de traumatisme. C'est ce que « L'Obs » a pu constater de visu dans une école de Vincennes et ce que tous les instits nous rapportent, dont la fameuse Anouk F, professeur en CP dans une école très populaire du sud de la France :

« Les gamins semblent s'accommoder de toutes ces règles, le plaisir de retrouver l'école et les copains prime. Après, est-ce seulement une façade ? Avec les enfants, on ne sait vraiment jamais... »

Si le protocole sanitaire pose problèmes, c'est donc finalement moins aux élèves qu'aux grandes personnes. Qu'ils soient pour ou contre la reprise, la quasi-totalité des enseignants s'accorde en effet sur un point : le protocole, par sa précision maniaque, est plus insécurisant que réconfortant.

Dans l'école de Coralie, instit en grande section de maternelle à Paris, la petite équipe d'enseignants a fait le choix en toute conscience de ne pas le suivre à la lettre.

« On est très vigilants sur le lavage de mains, mais faire respecter la distanciation physique dans la cour de récréation, ça ne fait aucun sens. D'autant que les enfants jouent au chat entre eux dès qu'ils sortent de l'école. Maintenant, je suis peu anxieuse de nature, je suis dans la continuité de ce que je faisais avec les enfants de soins [Coralie s'était portée volontaire pour les accueillir, ndlr]. Je comprends que, dans un autre contexte, on puisse avoir peur, pour soi, comme pour les enfants ».

Cet autre contexte, c'est par exemple celui de l'école de Véronique, directrice d'une grosse école de banlieue parisienne. Véronique a beau être convaincue de la nécessité de rescolariser au plus vite les élèves, elle vit cette reprise de manière « hyper douloureuse ».

« Je pensais pouvoir prendre de la distance. Mais non. Finalement, j'ai une impression de fausse liberté. Je vois bien que ces normes sont absurdes et intenable, mais, si j'affiche la moindre légèreté, je sais que je vais me faire rattraper par la petite frange de collègues les plus rigoristes qui, à tort ou à raison, s'estiment en insécurité ».

## Entre la peste et le choléra

Car la peur s'est bien introduite parmi les professeurs des écoles. Selon le sondage du SNUipp, 82% se disent inquiets, dont 49% très inquiets à l'idée de reprendre les cours. « Ça peut paraître

beaucoup, mais on est une profession un peu protégée, pas habituée à être bousculée par la réalité sociale », analyse Véronique, qui a connu une première carrière dans le privé.

En sus d'un rapport au risque un peu plus tendu que dans la police ou à l'hôpital, une autre piste peut être explorée pour expliquer les réticences des enseignants. Dans l'enquête Harris, une donnée étonne : si 79% des profs ont estimé « difficile » d'exercer leur métier pendant le confinement, 74% disent néanmoins l'avoir vécu... « facilement ».

Des réponses, qui, mises en parallèle, interrogent sur le rapport au métier. Quelle que soit l'interprétation que l'on en fasse – fatalisme face à la difficulté scolaire ou pause salvatrice après un début d'année éreintant – ces résultats traduisent en tout cas une réalité : entre la « peste » d'une école sous-Covid et le « choléra » de l'enseignement à distance pour reprendre une métaphore d'Anouk F, la majorité des profs préfère le choléra... et le confort, sinon la sécurité qu'il procure.

Ce peu d'entrain est-il problématique pour l'institution ? Si l'on en croit Jean-Michel Blanquer, non. Interrogé par « le JDD » le 10 mai sur les troupes dont il disposait, le ministre a fait preuve – pour une fois – de diplomatie. Oui, les profs ne sont que 50% à reprendre, mais non « cette proportion n'a rien de gênant : le nombre de présents permet de bien accueillir les élèves qui reviennent. Il faut réamorcer les choses tranquillement, sans que personne ne se sente un « malgré-nous » de la présence physique ». La consigne, manifestement, a bien été transmise. Dans bien des villes, le retour à l'école s'est fait de facto sur la base du volontariat. Certains profs restés à la maison n'ayant même pas à justifier de leur situation.

Ce soudain lâcher-prise est-il vraiment sans conséquences ? Cela reste à voir. Certes, d'un point de vue strictement mathématique, les 55% de profs présents sont suffisants pour s'occuper des 20% d'enfants scolarisés, mais il faut bien s'occuper des autres ! Dans son plan de reprise des écoles, le gouvernement prévoyait un dispositif en « quatre temps » où les élèves répartis en demi-groupes alterneraient entre période de classe, de télétravail à la maison, d'étude surveillée et d'activités périscolaires.

Las, ce scénario reste purement théorique, les municipalités, déjà largement mobilisées pour assurer l'entretien des écoles, ayant rarement les moyens de s'impliquer massivement dans la garde des enfants. Conclusion : lorsqu'ils ne sont pas avec leurs enseignants, les enfants sont chez eux, à attendre qu'on s'en occupe.

## Yalta éducatif

Et là, dilemme : qui s'en charge ? Leurs propres instits, quitte à ce que ces derniers s'imposent des doubles journées en « présentiel » et en « distanciel » ? Des collègues restés en télétravail ? Ou... les parents définitivement livrés à eux-mêmes ? Le ministre, avec l'assentiment des syndicats, a fixé une règle : les profs qui repassent en présentiel avec des demi-groupes d'élèves ne doivent pas continuer à suivre le reste de leur classe à distance. Mais la consigne s'est montrée rapidement difficile à tenir, voire contre-productive. « Je ne me voyais pas lâcher mes enfants en distanciel après tout le travail que nous avons fait ensemble, dit Anne, prof en CP qui a finalement choisi de rester chez elle. D'autant que le présentiel propose une qualité d'enseignement dégradée et que les parents de mes élèves les plus en difficulté, comme un peu partout, ne les ont pas rescolarisés ».

Face à ces contradictions, l'administration à nouveau a lâché du lest. Et laissé les équipes s'organiser. Comme si le mammoth subitement se rêvait gazelle. Ce choc soudain d'autonomie – qui constitue une petite révolution pour ce ministère hyper centralisé qu'est l'Education nationale – donne lieu aujourd'hui à un paysage totalement éclaté, où chaque école définit sa propre règle. Non seulement pour définir le nombre d'enfants accueillis. Mais également pour les répartir entre les différents professeurs.

En la matière, toutes les configurations coexistent. Il y a ceux qui essaient de tout faire – distanciel et présentiel – quitte à donner des complexes à leurs collègues. Ceux qui décident au contraire de se concentrer sur les enfants revenus à l'école, quitte à réduire le suivi des autres et subir le mécontentement des parents. Et il y a ceux enfin qui s'essaient à un Yalta éducatif.

Ainsi Marie, prof de maternelle restée en distanciel, qui a récupéré les corrections des cours à distance de son collègue de CE1. Ou de ces profs d'une grosse école de banlieue qui se relaient en classe une fois par semaine auprès de deux petits groupes d'élèves prioritaires tout en suivant leurs propres élèves à distance en parallèle.

Jusqu'à présent, cet équilibre tient à peu près car dans de nombreuses écoles, soit la demande, du côté des familles, est faible, soit la capacité d'accueil est maintenue très basse à la demande des municipalités. Combien de temps cela peut-il durer ? « Si en juin, avec la fin du chômage partiel, les demandes de rescolarisation augmentent et que la mairie ouvre les vannes, il faudra forcément plus de forces et je ne suis pas sûr de les avoir », s'inquiète un directeur.

## Des visions différentes du métier

De fait, cette épreuve pourrait être un vrai crash-test pour les équipes enseignantes, qui en temps normal n'ont guère l'occasion de s'autogérer. D'ores et déjà, on voit des collectifs se souder et d'autres se déliter. Dans une petite maternelle de l'Essonne, les deux instits de petite section et moyenne section, qui officiellement n'ont pas repris, sont venues épauler leurs deux collègues de grande section. « On essaie de les décharger. On leur fait les photocopies, on prend les récréations pour qu'elles puissent souffler 15 minutes en retirant leur masque », dit Audrey, la directrice.

Dans d'autres écoles, au contraire, les inimitiés préexistantes à la crise, n'ont fait que s'aiguïser. Ici, c'est un professeur de grande section en froid avec son homologue restée en distanciel qui refuse de prendre ses élèves dans sa classe. Ailleurs, c'est une prof de CE2 qui peine à ravalier sa rancœur à l'encontre de ses collègues « habituellement très sérieux ». « Au début, on était deux à repartir, un troisième s'est greffé, mais on a quand même des niveaux très différents à gérer. J'ai beau demander aux collègues de m'envoyer leurs plan de travail en amont pour me coordonner entre la dictée des uns et des autres, manifestement, c'est trop leur demander ».

Les tensions sont d'autant plus vives que, derrière ces positionnements divergeants, se glissent parfois des visions différentes du métier. « Ça ne fait souvent que confirmer ce que l'on pensait les uns des autres, dit Laurence, directrice d'une école dans le Val-de-Marne. « La profession est clivée, on ne le découvre pas. » Coralie, la prof parisienne de grande section, volontaire pendant le confinement, s'interroge :

« Quelle image donne-t-on des enseignants alors que les soignants sont au taquet depuis trois mois ? On est fonctionnaire, agent d'Etat, on a un salaire qui tombe à chaque fin de mois ; pour moi, sauf contraindre médicale, j'estime qu'il y a une obligation morale à y aller ».

La blogueuse Anouk F, qui pour sa part a choisi la « peste » de l'école sous Covid plutôt que le « choléra » de l'école à distance, se fait philosophe.

« Cette situation de toute façon est clivante dans toute la société. On se juge. On regarde qui a son masque, qui ne l'a pas remis. C'est la comédie humaine et le corps enseignant n'y échappe pas ».

Faut-il pour autant s'inquiéter ? « Ça laissera peut-être des traces, mais ça ne nous empêchera pas de travailler ensemble », dit Véronique. La directrice croit qu'il sera possible « d'accompagner les plus effrayés et les plus récalcitrants dans un mouvement doux » grâce à la progressivité de la reprise. Sylvain, celui par qui nous avons commencé, ne pense pas différemment, bien qu'il aborde les choses par l'autre bout de la lorgnette :

« Dans l'Education nationale, on est un peu pessimiste, mais, en définitive, il se passe toujours des choses... » Gurvan Le Guellec